



Pour une meilleure intégration des politiques « Climat et Développement »

Un cadre pour les politiques CC Afrique de l'ouest - CEDEAO / ECOWAS -

Atelier RC&D 2013, Conakry, 17-21 avril

Jean-Philippe Thomas, enda



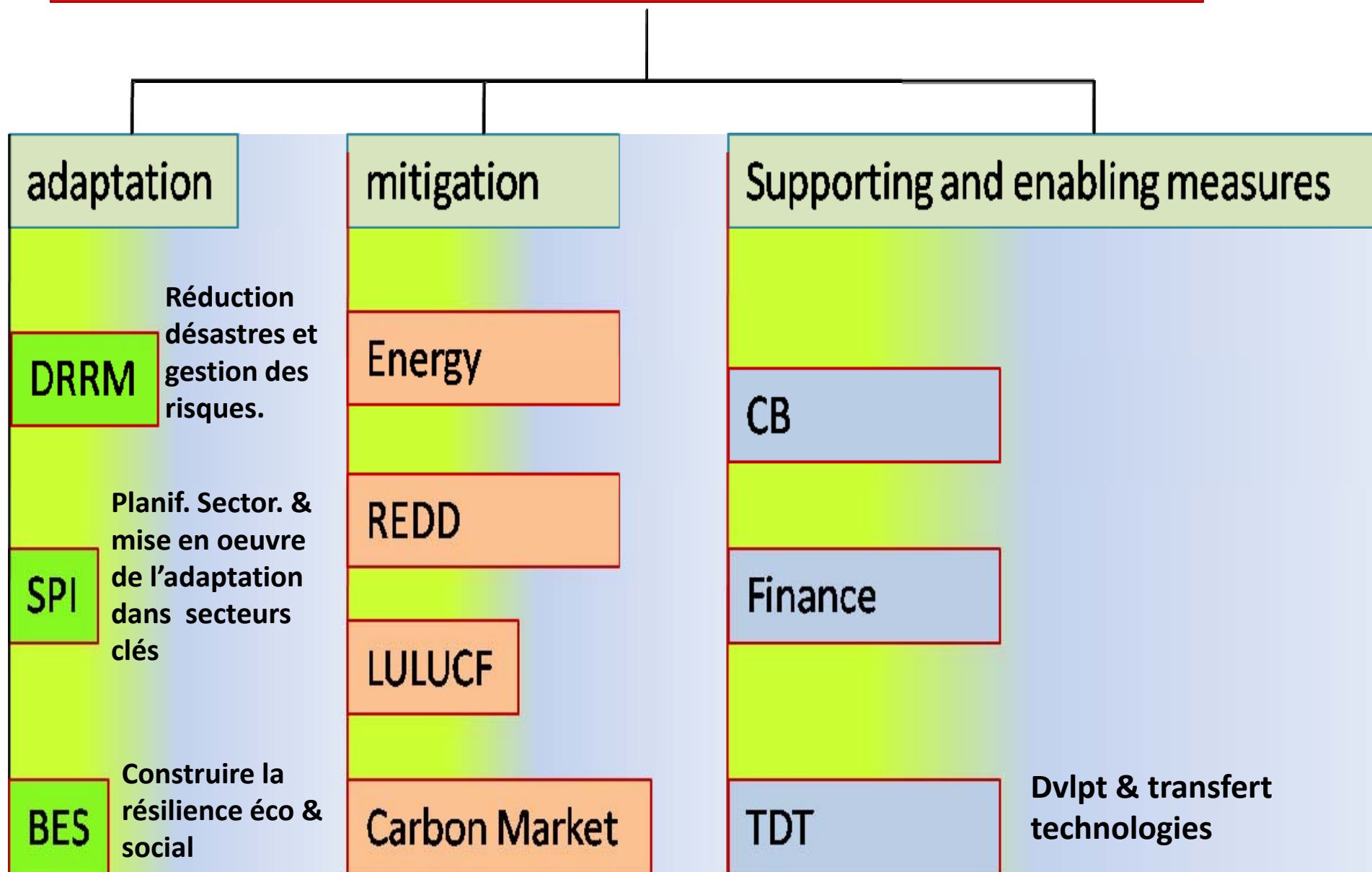
Points traités

- I. Contexte et grands traits du cadre politique CC de la CEDEAO / ECOWAS
- II. Les points stratégiques à renforcer
- III. Les « gaps » techniques
- IV. Les ressources humaines
- V. Les acteurs des stratégies CC & Energie

I. Le contexte régional

- Un contexte socio-économique caractérisé par la pauvreté : cf. OMD
- La dimension “Energie” de la pauvreté
- La dégradation des terres et de la végétation et les modifications dans l’utilisation des terres
- La variabilité climatique et le changement climatique
- L’impact du changement climatique sur l’agriculture et la sécurité alimentaire
- L’élévation du niveau de la mer : le problème des zones côtières et de la vulnérabilité des écosystèmes

Conceptual framework for African climate change programmes



A. Adaptation

- **DRRM: Disaster reduction and risk management** : Alerte précoce; mesures d'anticipation; réponse d'urgence; et réparations post- désastres;
- **SPI: Sectoral planning and implementation** : **adaptation** dans les secteurs clés – eau, agriculture, santé, énergie, forêts, zones côtières, infrastructures, gestion urbaine et tourisme en prenant en compte **les implications intersectorielles**
- **BES: Building economic and social resilience** : **diversification des économies** afin de réduire la dépendance aux secteurs sensibles au CC, cela inclue l'utilisation des connaissances et des pratiques locales et le renforcement des organisations communautaires

B. Atténuation / Mitigation

(a) Secteur Energie:

- Accroître les **investissements** pour fournir, à un prix abordable, un **accès aux énergies propres** principalement pour les communautés rurales;
- Développer des sources **d'énergies alternatives** appropriées;
- Développer des Politiques & Mesures pour accroître **l'efficacité énergétique**;
- Approcher **“avec précaution”** le développement des énergies renouvelables telles que les biocarburants en vue de l'atténuation et de l'efficacité énergétique;

Suite « Atténuation »

b) Reduced emissions from deforestation and forest degradation (REDD): développement des **mécanismes de marché** pour récompenser ou fournir des incitations à la conservation des forêts ou à des pratiques qui évitent la déforestation et qui permettent de gérer les forêts de manière durable

(c) Land use, land-use change and forestry (LULUCF): étant la source première d'émissions en Afrique, LULUCF est une entrée clé pour **l'atténuation** ce qui inclue le renforcement de la **séquestration carbone et la réduction des émissions**

(d) Utiliser et maximiser les opportunités offertes par le **Marché international du carbone :** l'Afrique appelle les pays développés à prendre des engagements ambitieux afin de sécuriser les prix du carbone

Capacity-building	Finance	The development and transfer of technology
<ul style="list-style-type: none"> •To enable human resource development through focused training, mentoring and learning-by-doing approaches, among other measures; •To empower relevant institutions at various levels; • To enhance observation, research and knowledge management; • To strengthen communication, education and awareness-raising at all levels, especially at the local and community levels; • To strengthen and use the regional networks of information and knowledge-sharing; • To develop tools, methods and technologies and support their application; • To encourage and strengthen participatory and integrated approaches in planning and decision-making, including the meaningful participation of civil society; • To share experiences, information and best practices of African countries; • To assess, strengthen and mobilize the capacities of existing relevant facilities and institutions in Africa. 	<ul style="list-style-type: none"> •National or domestic investment; •Multilateral funding: grant, loan and concessional; •Bilateral investment and donor funding; •Insurance and other risk management instruments; •Private sector instruments; •Market-based instruments, e.g., carbon finance; •Improving access to financing; •Rationalizing the ever-growing number of 	<ul style="list-style-type: none"> •Enhancing technology development and transfer, including hard technologies (e.g., drip irrigation, water harvesting, drought-resistant crop varieties, renewable energy technologies, building technologies, etc.) and soft technologies (e.g., knowledge, systems, procedures, best practices); •Addressing technology transfer barriers, including rules of trade tariffs, intellectual property right-barriers and technical trade barriers (standards, ecolabelling); and •Enhancing and supporting the research and development capacity in African countries to foster the development and local manufacture of cleaner mitigation and adaptation technologies; •Enhancing technology cooperation between African countries and others, particularly the Africa-European Union joint strategy, Africa-China, Africa-India, Africa-South America and the Tokyo International Conference on African Development cooperation programme with Japan, including through encouraging member States to

II. Points Stratégiques à renforcer

- Existence d'un **inventaire** des **actions** d'adaptation et d'atténuation : programmes nationaux, initiatives publiques et privée, actions volontaires des communautés de base , des associations, des ONG et des réseaux. **Bases de données à développer**
- **L'Adaptation** est perçue en relation avec le DD, avec un besoin d'intégration dans les politiques et la planification nationales **mais insuffisant**
 1. Compléter avec des **stratégies concrètes** d'adaptation à la base et des mesures urgentes*
 2. Développer l'adaptation en incluant **la réduction de la pauvreté** car la pauvreté limite ces stratégies*
 3. Prendre en compte dans les stratégies nationales **les impacts indirects du CC et les impacts indirects des stratégies***

Exemple : Les pratiques de SLM (Sustainable Land Management) non seulement renforcent la restauration des écosystèmes mais contribuent également à l'adaptation et l'atténuation. L'adaptation crée de l'emploi, de l'export, du transfert de technologies et de connaissance, de la gouvernance participative, de la cohérence, de l'intégration et besoin énergie.

4. Mettre en place une **planification** systématique*

5. Nécessité de renforcer **les coordinations** administratives à tous les niveaux

6. Changer d'échelle pour les bonnes pratiques d'adaptation mises en oeuvre par les ONG et les communautés rurales.

7. Les stratégies locales pour « **faire face** » composantes majeures des stratégies d'adaptation

8. Développer des **liens entre les partenaires locaux et l'administration**, car ces bonnes pratiques doivent être appropriées par les gouvernants cela permet d'organiser la transition et évite les fins de projet sans lendemain (mesures d'incitations !)*

9. Rendre effectif les PANA

Les PANA sont un début et non une fin d'un processus politique d'adaptation...mais, nécessité d'y apporter de la flexibilité et du financement

L'Adaptation Policy framework (APF) peut apporter de la flexibilité, 4 principes mais reprend l'expérience des PANA

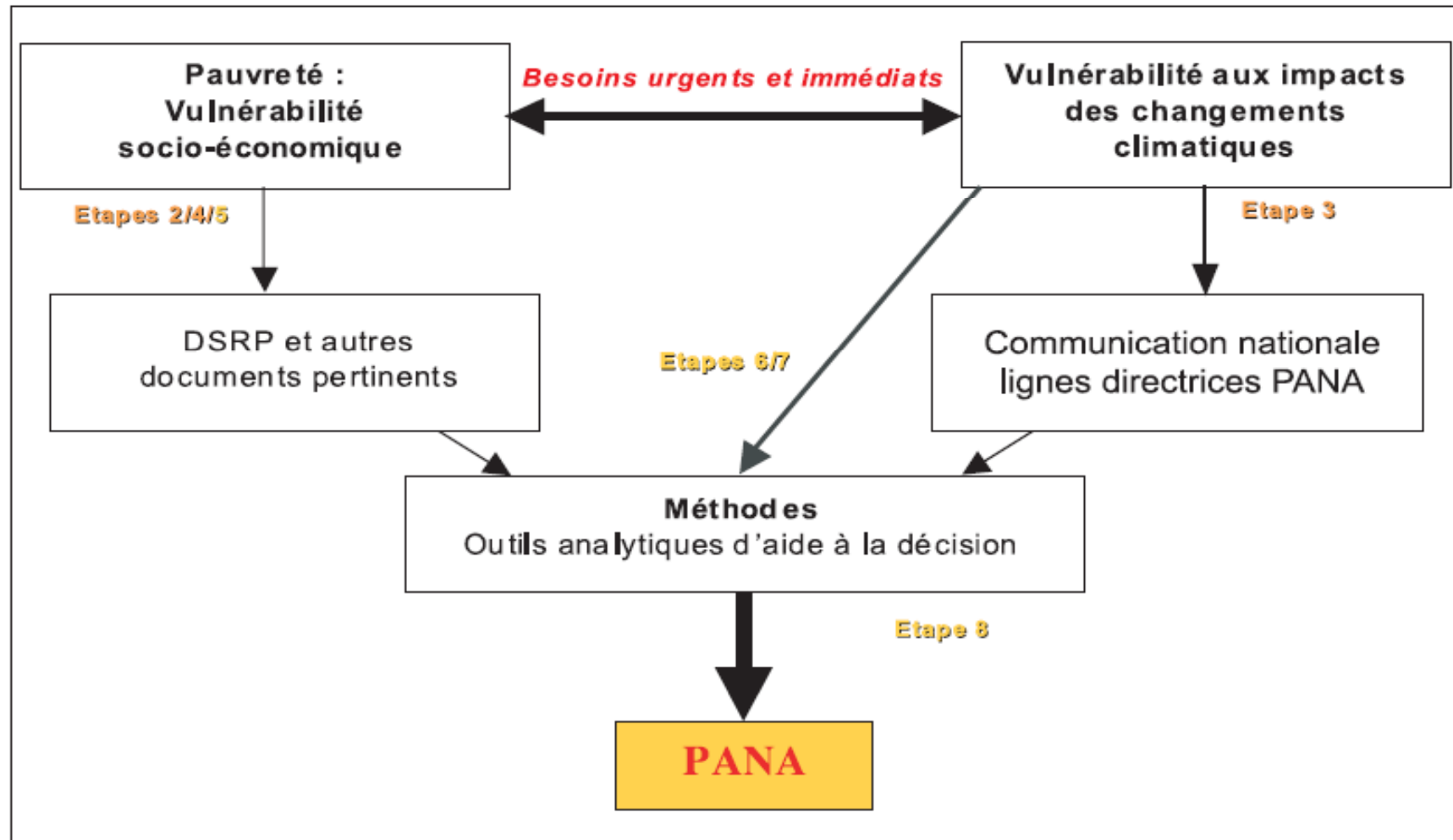
- L'Adaptation à la variabilité à court terme et aux événements extrêmes sert de point de départ pour réduire à plus long terme la vulnérabilité aux CC
- Les politiques et mesures d'adaptation sont mieux évaluées dans un contexte de développement
- L'Adaptation est à produire à différents niveaux de la société, incluant le niveau local.
- La stratégie d'adaptation et les processus de mise en oeuvre la même importance

Les PANAS (NAPAs)

Programmes d'Action Nationaux d'Adaptation

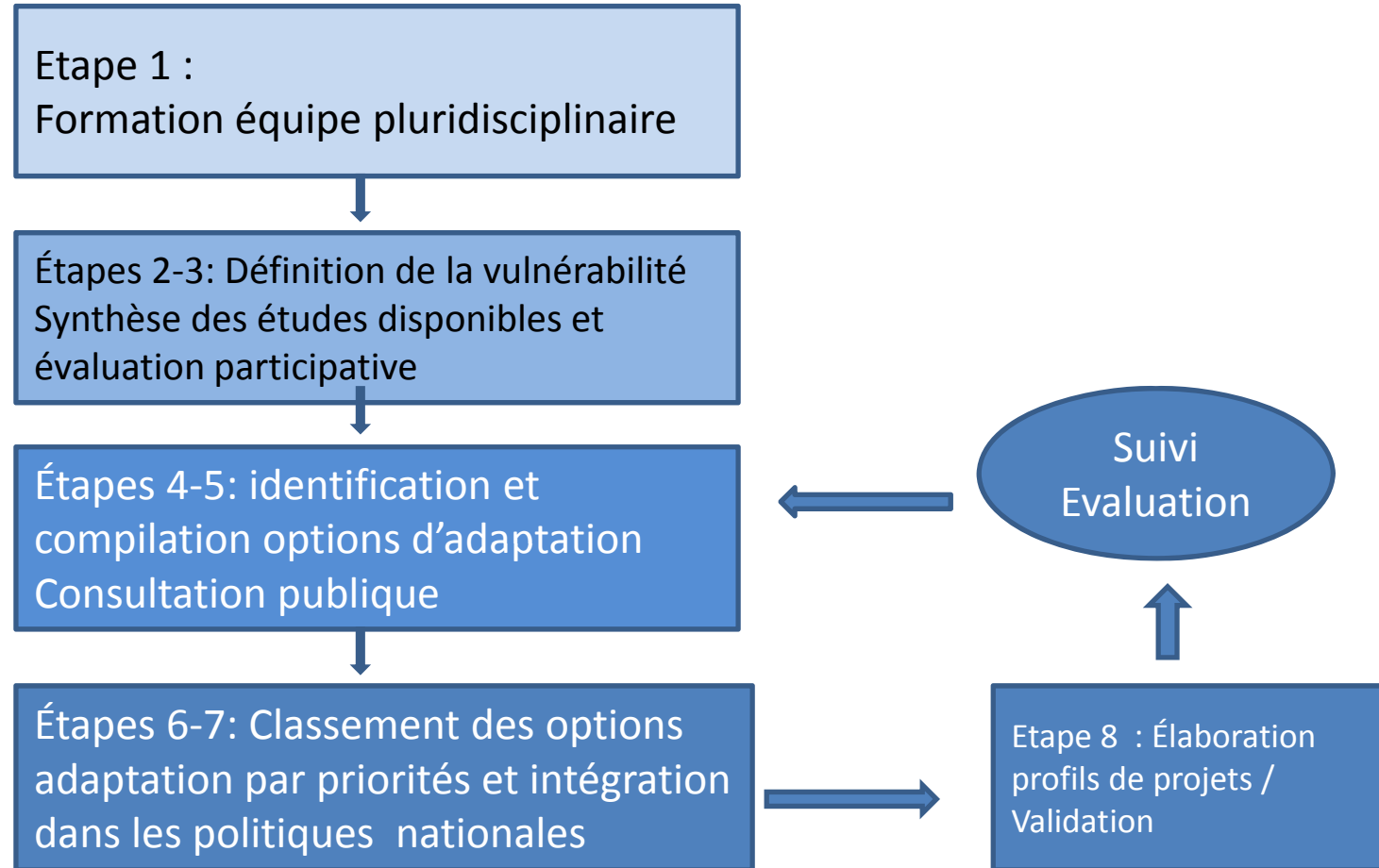
- CoP 7 (2001) - « satisfaire les besoins urgents et immédiats des populations des PMA »
- Approche participative
- Spécification d'outils et de méthodes
- Définition de critères et hiérarchisation des options

Contexte de définition des activités potentielles PANA / Développement



Source: ENDA, Ouagadougou, Burkina Faso, octobre 2003.

Approcha PANA, « montante » de la vulnérabilité à l'adaptation endogène

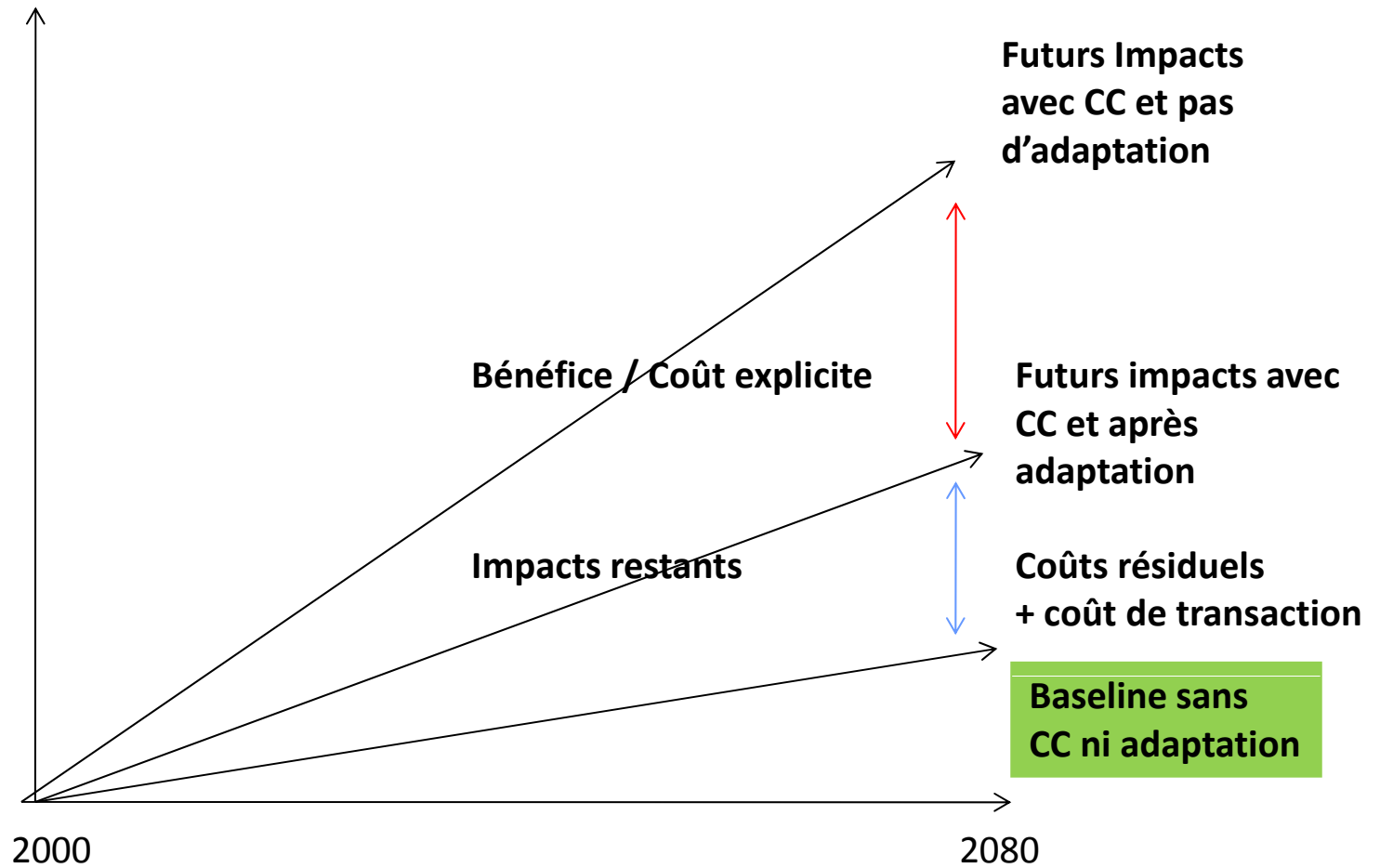


III. « Gaps » techniques

- Information
- Sous-estimation des coûts totaux & risque de maladaptation
- Manque de précision dans les impacts physiques en particulier au niveau national et régional
- Difficultés à traduire en termes monétaires en particulier le hors marché (biodiversité , héritage culturel,...
- Renforcer le « downscaling » dans les modèles afin de cerner les impacts à venir plutôt que les événements passés
- Nécessité d'étude transversales car évaluations nationales traitent de secteur sans interrelations entre eux
- Développer des supports scientifiques sur l'adaptation
- Difficultés de la prise en compte des risques

Coût total & risque

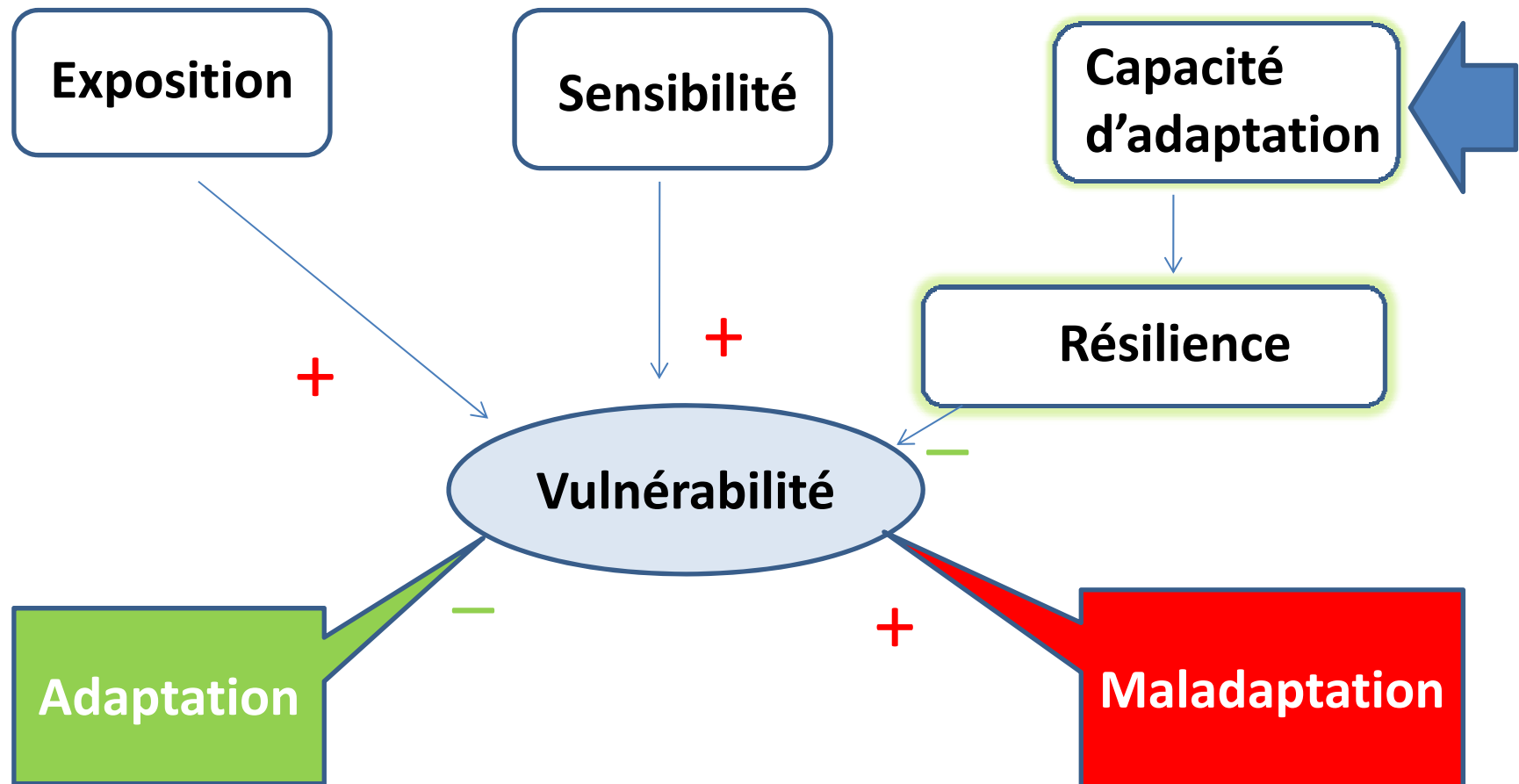
Impacts



**Risque de maladaptation :
augmenter les chances de réussite**



Vulnérabilité



Développement / Adaptation / Atténuation

100 % Bénéfices en absence de CC <-----

1. Développement:
accroître les
capacités
à faire face

**2. Construire les
capacités
à faire face**

**3. Gestion du
risque
climatique**

**4. Contrer les
impacts**

Réduire la vulnérabilité

Répondre aux impacts

- Diversification des moyens d'existence
- Alphabétisation, groupes femmes et jeunes
- Infrastructures de base
- ...

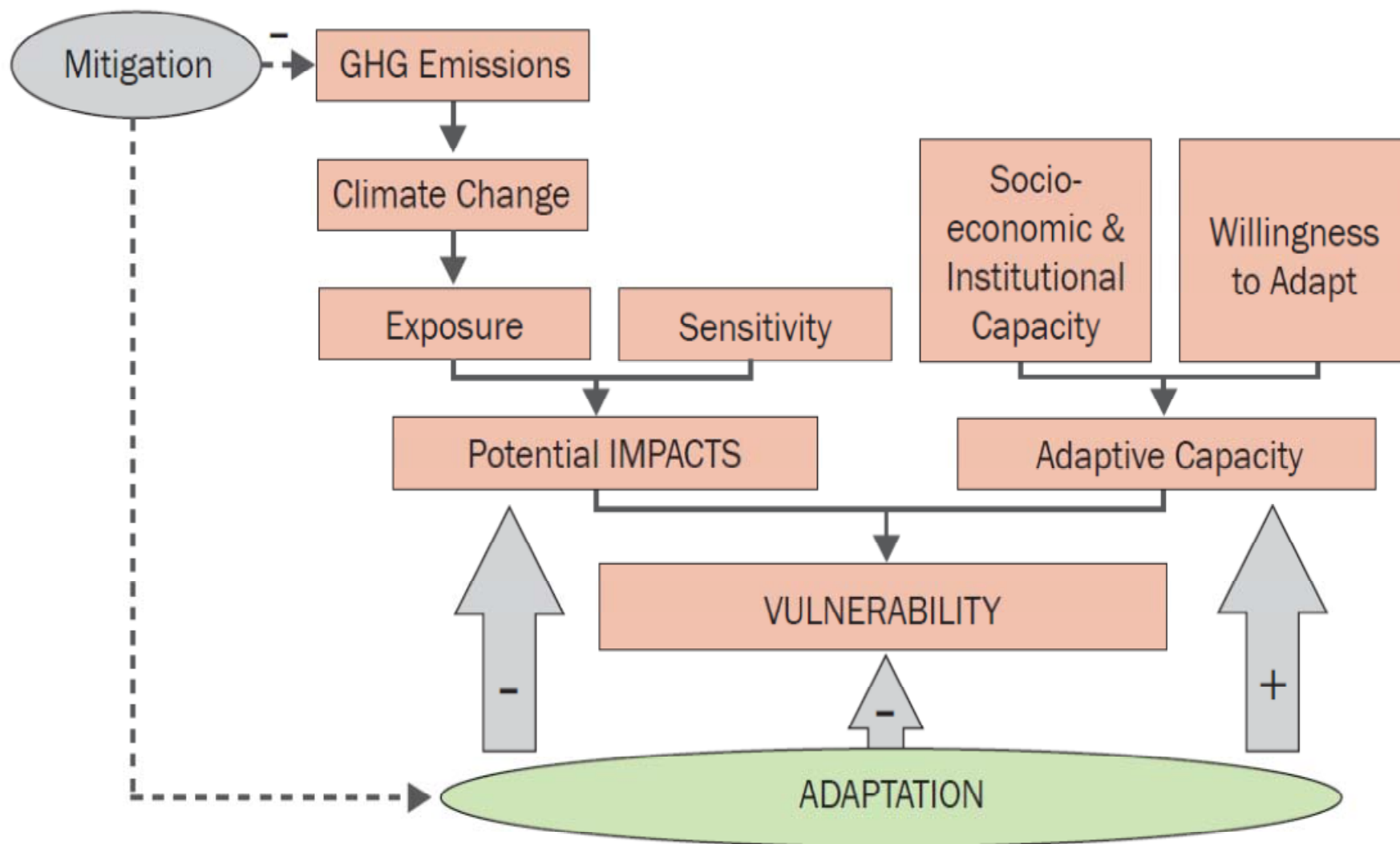
- dans secteurs touchés par le CC
- Gestion participative des Ressources naturelles
- Régénération des terres
- Gestion de l'eau
- ...

- Activités de réponses
- Espèces plus résistantes
- Sélection variétés culturales
- ...

- Types d'impacts
- migration
- délocalisation
- Infrastructures spécifiques
- ...

Besoins en Energie (ENR & EE)

Interrelations entre les impacts CC, la vulnérabilité et l'adaptation



IV. Les ressources humaines

- **Besoin de RC et formation** à tous les niveaux : définir priorités (secteurs privés, collectivités locales,...)
- Manque d'une **masse critique** de ressources humaines en particulier dans le domaine scientifique : pool d'expertise scientifique trop réduit dans les pays (en particulier dans les services écosystémiques), en plus exode scientifique...
- **Impliquer les acteurs** clés à tous les niveaux
- **Mobilisation de leaders** ouest africains pour les négociations et la gestion des risques climatiques

Des incertitudes sur des enjeux majeurs sont communs à plusieurs pays : nécessité d'avoir des **approches en commun** sur la recherche, les barrières,....

Ex. Un cadre institutionnel existe maintenant pour le CDM dans tous les pays ouest africains (?) + Help desk UNFCC, mais manque de priorités sur le CDM). Potentiel à développer

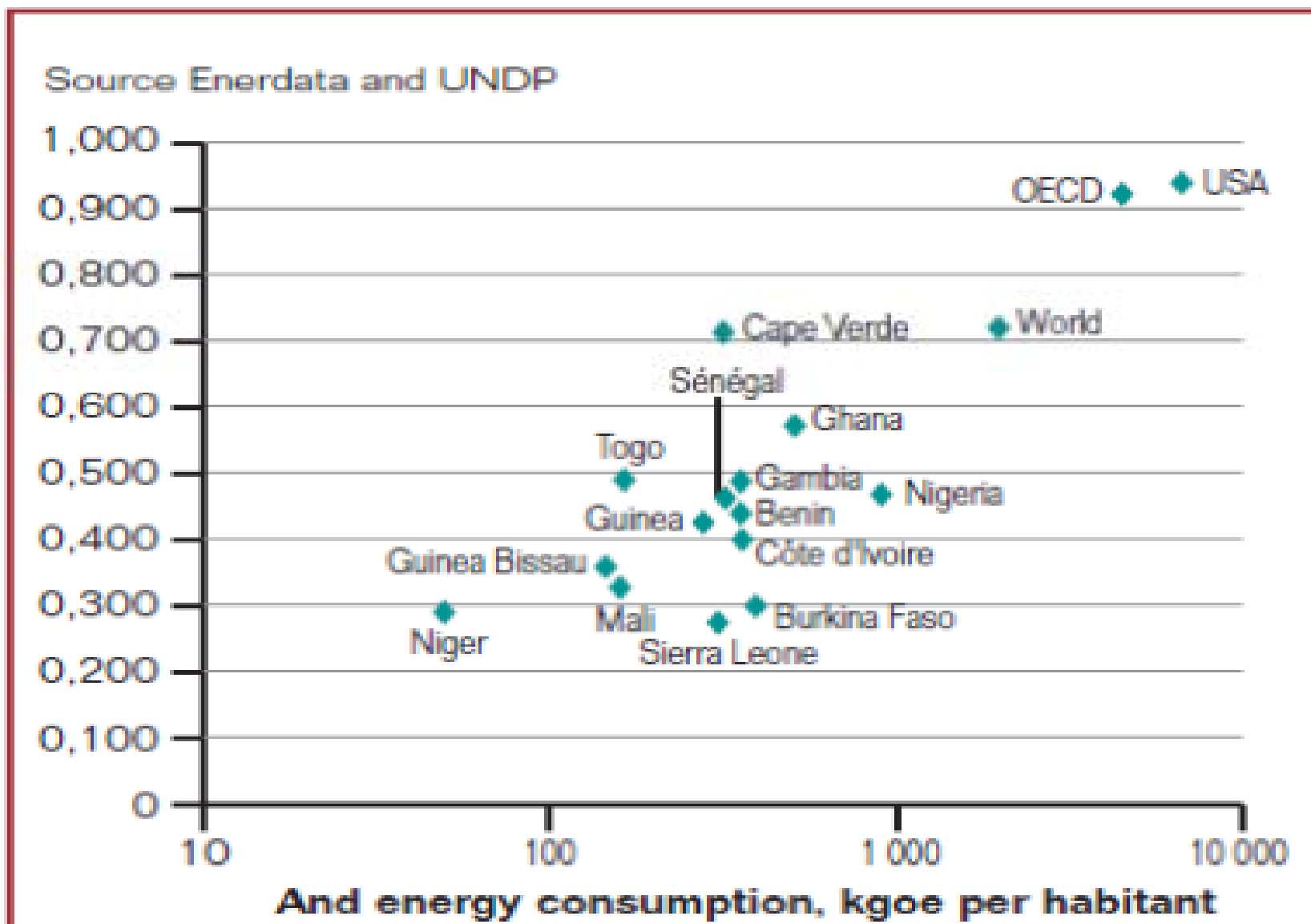
V. Les acteurs de la stratégie CC

- **UA, UNECA, AfDB** : *Climate for Development in Africa (ClimDev-Africa) Programme*
 - Rendre l'information disponible
 - Analyse qualitative
 - Aide à la décision et plaidoyer
 - Intégrer l'information CC dans les plans de développement via les pratiques d'adaptation+ ClimDev Fonds Special (AfDB) 2013
- **ECOWAS / CEDEAO** : « Cadre Ouest Afrique des programmes CC »
- **Les institutions sous régionales** : CILSS, ACMAD, AGRHYMET,...
- **Les institutions nationales** : Etat, Universités, Société civile...

Les acteurs de la stratégie « Energie »

- 2001 **politique énergétique commune** dans le cadre de l'UEMOA : système intégré de planification, ENR, interconnexion WAPP & WAGP
- 2004 accord de coopération/partenariat CEDEAO-UEMOA
- 2006 Livre Blanc CEDEAO-UEMOA : « **Pour une politique régionale d'accès aux services énergétiques des populations rurales et périurbaines pour l'atteinte des OMD** »
 - **Politiques régionales** : Renforcer l'intégration / Harmoniser / Développer les politiques de lutte contre la pauvreté
 - **Opérationnalisation** : approche multisectorielle, action & plans d'investissements
- **Les institutions** : OMVS, OMVG, ABN, ECREEE (2010)
<http://www.ecreee.org>
- **Les Initiatives régionales** : solaire, énergie domestique, PMF, biomasse,...
- **Les Pays : Ministères, Agences, Entreprises, Société civile**
« *la Commission va plus vite que les pays !* »

Consommation Energie et IDH



Un exemple les engagements volontaires de CEDEAO/ECOWAS dans le cadre de « UN Sustainable Energy For All Initiative ».

Objectif : propositions des principaux piliers pour une politique régionale sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique aux horizons 2020 et 2030 (Policy document ECREEE)

- Around 30% of the electricity consumption in the ECOWAS region will be saved through demand and supply side efficiency improvements by 2030.
- The share of renewable energy (incl. large hydro) of the total installed electric generation capacity of ECOWAS will increase to 35% in 2020 and 48% to 2030.
- The share of new renewable energy such as wind, solar, small scale hydro and bioelectricity (excl. large hydro) will increase to around 10% in 2020 and 19% in 2030. These targets translate to an additional 2.425 MW renewable electricity capacity by 2020 and 7.606 MW by 2030.
- To provide universal access to energy services it is envisaged that around 75% of the rural population will be served through grid extension and around 25% by decentralised RE systems (incl. hybrids) in 2030.
- By 2020 the whole ECOWAS population will have access to improved cooking facilities either through improved stoves or fuel switching to other modern forms of energy such as LPG.
- The share of ethanol/biodiesel in transport fuels will increase to 5% in 2020 and 10% in 2030.
- By 2030 around 50% of all health centers, 25% of all hotels and agro-food industries with hot water requirements will be equipped with solar thermal systems.

• Source : Regional workshop, held from 25 to 27 June 2012 in Dakar, Senegal.

Le coût de l'inaction

- Les incertitudes liées au changement climatique sont souvent invoquées pour justifier l'inaction
- Toutefois, dans une perspective à moyen et long terme, l'inaction aujourd'hui risque de s'avérer plus coûteuse:

Absence d'adaptation → **Investissements perdus**
→ **Vulnérabilité accrue**

Absence de réductions des émissions → **Impacts CC plus sévères**
→ **Coûts d'adaptation plus élevés**

des recommandations...

- Définition d'une **vision politique claire et de long terme**
- Nécessité d'une **cohérence institutionnelle** pour renforcer le leadership et la gouvernance du DD
- Mise en place d'un mécanisme de **suivi-Evaluation** des impacts
- Etudes et actions sur les **zones frontalières** : facteur d'intégration et d'expérience
- Elaboration des politiques sur la base **des bonnes pratiques** associant adaptation et d'atténuation dans des secteurs à haute intensité de main d'œuvre (HIMO).
- Mise en place d'une **task force régionale** d'accompagnement de l'appropriation des concepts et leur alignement sur le processus de développement durable
- Développement des capacités : exemple, **les nouveaux métiers**
- « **Verdissement des filières et des territoires** » : privilégier une approche « step by step » au sein de filière ou de territoire

Résultat consultation RC&D à Conakry

Domaine ODD	Réponses
Energie, accès services énergétiques	12
Gouvernance	12
Eradication pauvreté, sécurité alimentaire	9
Eau, assainissement, accès service de base	3
Education, sensibilisation DD	3
Total	39